

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Cour constitutionnelle: les adieux de la République au Dr Hervé Moutsinga

A. N.
Libreville/Gabon

D'ÉCÉDÉ le 2 février dernier, à Libreville, à 86 ans, le Dr Hervé Moutsinga, doyen des juges constitutionnels, a reçu hier, dans la salle d'apparat de la Cour constitutionnelle, les hommages ultimes de la République.

Une cérémonie empreinte d'émotion et de tristesse au cours de laquelle la Première ministre, Rose-Christiane Ossouka-Raponda, la présidente du Sénat, Lucie Milebou Aubusson-Mboussou, le président de l'Assemblée nationale, Faustin Boukoubi, la présidente de la Cour constitutionnelle, Marie-Madeleine Mborantsuo, les représentants du corps judiciaire et d'un certain nombre

d'autorités administratives indépendantes ont salué, avec solennité et gravité, la mémoire de l'illustre disparu. Un haut dignitaire de la République qui, à entendre Marie-Madeleine Mborantsuo, dans son éloge funèbre, aura marqué d'une empreinte indélébile la vie de notre Nation. D'autant que, avant d'être promu juge constitutionnel en 1998, le Dr Hervé Moutsinga a assumé des responsabilités gouvernementales. En étant, tour à tour, ministre des Affaires sociales, des Anciens combattants et victimes de guerre, ministre délégué à la présidence de la République, ministre du Tourisme, de l'Habitat, etc. Des fonctions qu'il a exercées avec responsabilité, dévouement, rigueur, loyauté et fidélité tout en ayant un sens élevé du bien commun.



Photo: DR

Autant de qualités dont il a également fait montre à la Cour constitutionnelle. D'où Marie-Madeleine Mborantsuo a loué la pertinence et la profondeur du travail qu'il a accompli pendant vingt-trois ans, comme juge constitutionnel. "Votre ombre tutélaire va nous accom-

pagner au quotidien. Vous continuerez à siéger parmi nous", a-t-elle déclaré. Né le 12 décembre 1934 à Tchibanga, chef-lieu de la province de la Nyanga, médecin de formation, Hervé Moutsinga était titulaire de plusieurs distinctions honorifiques nationales et

étrangères.

Il sera inhumé ce samedi dans sa ville natale où sa sagesse, son sens de la mesure et de la pondération étaient unanimement reconnus. Il laisse une nombreuse famille et des amis inconsolables.

Parlement: l'opposition victime de ses propres turpitudes!

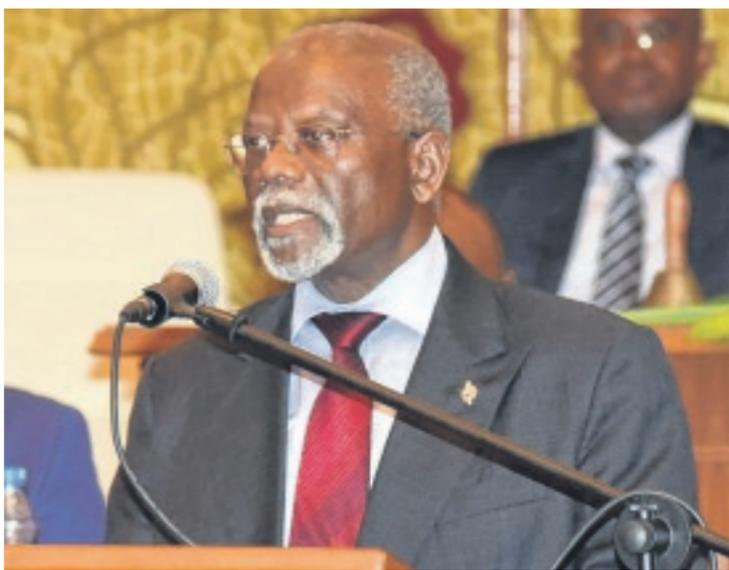


Photo: F.M. MOMBO/L'Union

Le président du groupe des non alignés à l'Assemblée nationale, Jean-Robert Ngouloungana du RPM (opposition).

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

DIRE que le Parlement, composé de l'Assemblée nationale et du Sénat, est largement acquis à la cause du Parti démocratique Gabonais (PDG) relève du truisme. En témoigne le nombre de députés et sénateurs issus des rangs du parti au pouvoir. Une réalité dont a bien conscience le président du parti "Les Démocrates" (LD), Guy Nzouba-Ndama.

Lequel, dans une récente interview parue dans nos colonnes, a dressé le bilan des dernières élections sénatoriales. Non sans expliquer la faible représentativité d'une bonne frange de l'opposition au Parlement. Ce dernier est d'avis que l'absence de l'opposition dans les deux Chambres est à mettre au compte des ego surdimensionnés des leaders politiques dudit camp, et autres querelles de leadership. "(...) Et comme le gros de l'opposition est composé de transfuges

du PDG, alors nous sommes venus avec nos contradictions, nos querelles et nos divisions. Une guerre d'ego qui fait, malheureusement pour l'opposition, l'affaire du PDG qui en profite pour se comporter en seigneur", a déclaré sans ambages Guy Nzouba-Ndama.

C'est dire que l'opposition peine à accorder ses violons et aller à la conquête des différents scrutins électoraux en rangs serrés; exceptée l'expérience de la dernière présidentielle. Ce n'est pas le chef de file de la deuxième force politique au Parlement qui le démentira. "J'affirme dès lors que la représentation riquiqui de l'opposition au Parlement est la conséquence de nos errements, de l'égoïsme poussé à l'extrême de ses leaders que nous sommes", reconnaît-il sans détours. Avec désormais quatre sénateurs et un groupe parlementaire à l'Assemblée nationale, l'exemple de cette jeune écurie politique doit impérativement faire école au sein de l'opposition. Laquelle opposition, pour avoir prôné le boycott aux élections couplées de 2018, se retrouve presque absente du Parlement. Résultats: cette dernière ne dispose pas de tribune officielle pour faire prévaloir ses idées.

Gabon-Onu: Stephen Jackson muté au Kenya



Photo: LLMI/L'Union

Stephen Jackson, ici lors d'une intervention à l'occasion de la journée des Nations unies.

LE Coordonnateur-résident du Système des Nations unies dans notre pays y aura passé un peu plus de trois ans. Au cours de sa mission au Gabon, l'homme a orienté son action dans plusieurs secteurs.

ONDOUBA'NTSIBAH
Libreville/Gabon

APRÈS un peu plus de trois ans passés au Gabon au poste de Coordonnateur-résident du Système des Nations unies et Représentant-résident du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), l'Irlandais Stephen Jackson va désormais exercer du côté du Kenya. Il juge avoir rempli de manière satisfaisante sa mission dans notre pays.

Selon le diplomate onusien, cette mission a connu des réussites dans plusieurs secteurs. Entre autres, le changement climatique, la protection sociale, les droits de l'Homme. Le tout dans l'optique de renforcer davantage les capacités des institutions et autres autorités administratives telle que la Commission nationale des droits de l'Homme. L'éducation, l'agriculture et la santé, avec la riposte à la pandémie de Covid-19, étaient également dans son champ d'action.

Pour Stephen Jackson, la coopération entre le Gabon et l'Organisation des Nations unies (Onu) est appelée à se renforcer encore plus. Notamment dans la perspective de la transformation économique de notre pays. Laquelle, soutiendra-t-il, nécessite d'être accélérée. Par rapport à cela, il estime que le Gabon devrait miser sur "la transformation d'une économie brune basée sur le secteur pétrolier, à une économie verte basée sur les activités durables comme le bois, l'agriculture et l'écotourisme..."

Soulignons qu'au Gabon, le PNUD veut se positionner comme un partenaire du gouvernement pour l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD), à travers des services d'appui conseil, de plaidoyer et de mise en œuvre de politiques et stratégies de développement axées sur la croissance accélérée et favorable aux pauvres. Son programme est centré autour de deux principaux axes: le renforcement de la gouvernance économique, démocratique et environnementale; ainsi que la promotion du bien-être des populations et leur participation accrue à la croissance.